



L'Europe, un non-sujet qui compte

OPINION. On n'en parle pas, déplore le candidat au Conseil national PLR Alexandre de Senarclens, et pourtant ce devrait être la priorité du prochain Conseil fédéral: la Suisse doit sortir du flou et s'attaquer enfin à arranger sa relation avec l'UE



Deux drapeaux qui flottent en sens inverse. — © Gaetan Bally/KEYSTONE



Alexandre de Senarclens

candidat au Conseil national (PLR/GE), député au Grand Conseil de Genève, président du Salon international de l'automobile de Genève

Publié le 11 octobre 2023 à 11:36. Modifié le 11 octobre 2023 à 19:12.

Offrir cet article

Les relations entre la Suisse et l'UE font l'objet de nombreux articles de notre rédaction, et suscitent un grand nombre de contributions extérieures. Retrouvez-les [ici](#)

«L'Europe, cette grande absente de la campagne électorale», [titrait *Le Temps* le 12 septembre](#), expliquant ce phénomène notamment par le désintérêt des Suisses pour le sujet. Au baromètre SSR, les relations avec l'UE n'arrivent en effet qu'en septième position des préoccupations, seule une personne sur cinq jugeant la question importante.

On ne peut que le regretter, mais il faut reconnaître que ce manque d'intérêt est tout à fait compréhensible. Le dossier s'embourbe depuis bientôt trois ans, le Conseil fédéral fait un pas en avant, puis deux en arrière, tandis que le monde politique semble trouver un certain confort à éluder la question. L'Europe n'est pas sexy et peu de politiciens ont le courage d'aborder ce thème, dont acte. Parlons des «vrais sujets», comme la baisse du pouvoir d'achat, la hausse des primes maladie ou le dérèglement climatique, et faisons mine qu'ils ne dépendent en rien de nos relations avec le monde extérieur.

La réalité, c'est que la sortie de l'impasse dans ce dossier doit impérativement être la priorité numéro un pour cette prochaine législature fédérale. Les implications concrètes immédiates sont trop lourdes pour que l'on s'en détourne plus longtemps. Nos universités et nos hautes écoles sont en péril, les entreprises suisses souffrent de l'incertitude et seront affectées par de nouvelles réglementations européennes, et la Suisse s'isole inexorablement dans un monde en plein bouleversement.

L'article mentionné: L'Europe, cette grande absente de la campagne électorale

A ce jour, il n'existe aucun calendrier pour les négociations et il est très improbable qu'elles aboutissent en 2024. Pendant ce temps, les accords bilatéraux existants ne peuvent pas être actualisés et la Suisse reste exclue d'Horizon Europe, le plus grand programme d'encouragement de la recherche et de l'innovation du monde, doté de près de 100 milliards d'euros sur six ans (2021-2027).

Tandis que le Royaume-Uni se félicite d'avoir récemment réintégré ce programme, nos universités et hautes écoles sont reléguées au rang de partenaire complémentaire, ne pouvant plus participer pleinement à un consortium de recherche ou à des appels à projets pour des bourses individuelles, dont les bourses très disputées du Conseil européen de la recherche. L'attractivité et la compétitivité du secteur académique suisse en pâtissent, comme notre position durement acquise de pôle de recherche et d'innovation, le tout sur fond d'une passivité politique coupable.

Une opinion inverse: Suisse-UE: pas de solution à n'importe quel prix

Pendant ce temps toujours, la législation au sein de l'UE évolue rapidement, avec la mise en œuvre du «Green Deal» et de nouvelles réglementations concernant tous les secteurs de l'économie, lesquelles pourraient compliquer l'accès au marché européen pour les entreprises suisses. Alors que la Suisse devrait apporter sa contribution à l'UE, elle observe de loin et se voit réduite à subir.

Cette thématique ne se cantonne d'ailleurs pas à des questions économiques ou de recherche, certes essentielles. Ce débat est infiniment plus vaste. Il définit notre rapport au monde extérieur, ainsi que la vision que nous avons de nous-mêmes, nous Suisses au milieu du continent.

Dans un contexte marqué par des problématiques globales - invasion en Ukraine, pression sur l'approvisionnement énergétique, dérèglement climatique, crises migratoires et humanitaires successives - la Suisse tâtonne en solitaire alors qu'aucune des thématiques précitées ne pourra se régler à l'échelle de notre pays. L'UE - dont on peut certainement relever les limites et défauts - apporte une réponse aux défis du monde globalisé et multipolaire. Il n'existe d'ailleurs aucune alternative pour défendre nos valeurs, notre culture et notre sécurité.

Nous nous trouvons désormais à un tournant. Il s'agit de choisir entre laisser nos relations à l'UE continuer de se détériorer, avec tous les inconvénients et les risques que cela comporte, ou profiter de cette prochaine législature pour donner une impulsion déterminée en vue d'aboutir à un accord ambitieux et mutuellement bénéfique.

Le Temps publie des chroniques, rédigées par des membres de la rédaction ou des personnes extérieures, ainsi que des opinions et tribunes, proposées à des personnalités ou sollicitées par elles. Ces textes reflètent le point de vue de leurs autrices et auteurs. Elles ne représentent nullement la position du média.